



THE CENTER FOR GLOBAL DEVELOPMENT

# Indice de l'engagement pour le développement 2021

L'Indice de l'engagement pour le développement (Commitment to Development Index, CDI) classe 40 des pays les plus puissants sur la base des politiques qu'ils instaurent et qui ont une incidence sur plus de cinq milliards de personnes vivant dans les pays plus pauvres. Du fait que le développement est à peu près supérieur à l'aide internationale, le CDI couvre huit domaines de politique distincts :

## FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

Quantité et qualité

## ÉCHANGES

Investissements  
Migration  
Commerce

## BIENS PUBLICS MONDIAUX

Environnement  
Santé  
Sécurité  
Technologie

## Pourquoi l'engagement pour le développement est-il important ?

Compte tenu de l'intégration mondiale actuelle, les décisions des pays riches en matière de politique et leur comportement ont des répercussions sur les populations des pays à faibles revenus. De la même façon, une prospérité et une sécurité accrues dans les pays les plus pauvres profitent au monde entier. Ces conditions créent de nouvelles opportunités économiques, stimulent l'innovation, contribuent à la réduction des risques sanitaires et sécuritaires ainsi que des crises économiques. Le CDI se focalise sur 40 nations, dont certaines des plus grandes économies mondiales. Il met à l'honneur les pays dont les politiques ne visent pas seulement leurs propres intérêts, mais aussi le développement des autres et l'intérêt général.

## Comment l'Indice de l'engagement pour le développement est-il calculé ?

Nous utilisons des milliers de points de données pour plus de cinquante indicateurs pour établir les classements globaux et pour chacune des huit composantes de la politique. Les pays obtiennent de bonnes notes dans les domaines suivants : financement du développement de bonne qualité, transparence des investissements, faibles

barrières commerciales favorisant les échanges avec les pays en développement et politiques migratoires ouvertes et encourageant l'intégration. Ils s'en sortent également bien en matière de politiques qui améliorent les biens publics mondiaux, notamment à travers un soutien solide envers la recherche et le développement technologiques, la protection de l'environnement et les contributions à la sécurité mondiale, et, dans une composante qui est nouvelle cette année, la promotion de la santé mondiale par la prévention des maladies.

À l'instar des objectifs de développement durable (ODD), le CDI reconnaît que les avancées en matière de développement sont globales. Cependant, alors que les ODD se concentrent sur les résultats et sur tous les pays, le CDI met l'accent sur la façon dont les politiques des pays aux économies les plus puissantes peuvent faire une énorme différence.

## CONCERNANT LES RAPPORTS DES PAYS ET LES RÉSULTATS COMPLETS

Rendez-vous sur le site [cgdev.org/cdi](http://cgdev.org/cdi) pour en savoir plus sur l'Indice de l'engagement pour le développement, y compris les rapports par pays, le portail Web interactif, les calculs complets et le document de méthode.

## Quels sont les résultats des pays évalués par le CDI 2021 ?

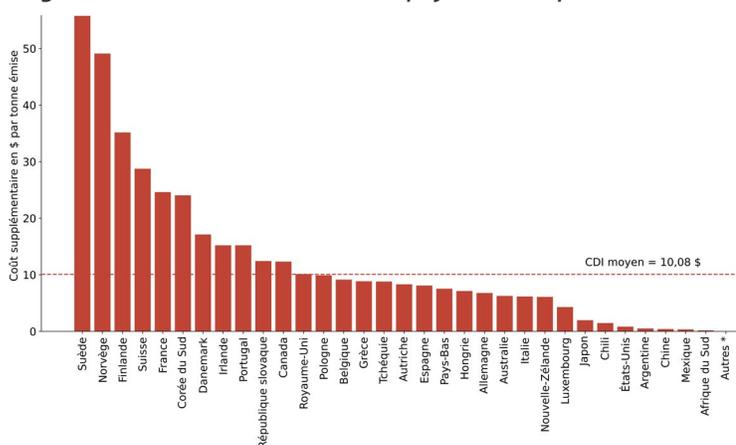
La **Suède** est en tête du CDI cette année, suivie de la **France** en deuxième position puis de la **Norvège** qui complète le podium. La Suède réalise un bon score dans sept des huit composantes, en se classant première en matière d'environnement et de migration et seconde concernant la nouvelle composante « Santé ». Elle dispose d'une marge de progression en matière de technologie, avec une collaboration en matière de recherche relativement faible et peu d'étudiants étrangers provenant de pays à faible revenu.

La **France** se place en deuxième position. Elle se classe première en matière d'investissements et deuxième en matière d'environnement, mais obtient des scores moyens en matière de financement du développement et de migration. La **Norvège** occupe quant à elle la troisième place du podium avec des scores élevés en matière de financement du développement et de migration, mais des performances environnementales moyennes et des politiques commerciales relativement restrictives. L'**Australie** s'insère dans le top 5 grâce à ses performances en matière de santé, avec une très bonne préparation aux pandémies et l'absence de restrictions sur les articles médicaux et les aliments. Le **Royaume-Uni** complète le top 5, en se classant premier en matière de sécurité et en obtenant un score élevé en matière de financement du développement et de commerce, quoiqu'avant sa coupe récente dans les aides.

### Les performances environnementales à un moment clé pour le climat

La composante « Environnement » du CDI évalue les contributions des pays concernant les principaux enjeux environnementaux, y compris les changements climatiques. Les mesures sont ajustées pour tenir compte des différences de tailles entre les populations et les économies des pays pour garantir l'équité des comparaisons. Nous examinons les émissions directes ainsi que celles associées au commerce international. Nous considérons également les subventions aux combustibles fossiles et leur production et la tarification du carbone.

Figure 1. Prix du carbone dans les pays évalués par le CDI



Note : Les pays classés dans la rubrique « autres » (aucun prix pour le carbone) sont le Brésil, l'Inde, l'Indonésie, Israël, la Russie, l'Arabie Saoudite, la Turquie et les Émirats arabes unis

La **Suède** est en tête pour la composante « Environnement » : ses émissions annuelles directes de 5 tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> par habitant représentent la moitié du CDI moyen et elle est en tête pour l'indicateur de tarification du carbone à 56 \$ par tonne. La **France**, le **Portugal**, l'**Espagne** et le **Chili** complètent le top 5. L'**Inde** présente les émissions les plus faibles par individu, juste au-dessous de 2 tonnes par habitant.

Les pays obtenant les scores les plus faibles en matière d'environnement, à savoir le **Canada**, les **États-Unis**, l'**Australie**, les

**Émirats arabes unis** et le **Luxembourg**, ont chacun émis au moins 20 tonnes de CO<sub>2</sub> par habitant.

La tarification du carbone a connu un accroissement parmi les pays évalués par le CDI en 2020. L'**Australie** a fixé un prix de 6,3 \$ par tonne émise, abandonnant ainsi l'absence de coût supplémentaire lors de l'année précédente. Le système d'échange de quotas d'émission de la **Corée du Sud** a connu un accroissement, le prix grimpa de presque 50 pour cent pour atteindre 24,6 \$ par tonne en 2020. Malgré des ambitions accrues, aucun pays n'atteint le niveau de la **Suède**, pays dans lequel chaque tonne est tarifée à 55,8 \$ de plus. Presque un quart des pays doivent encore mettre en œuvre la tarification du carbone.

### Leadership en matière de santé mondiale

La nouvelle composante « Santé » du CDI reconnaît l'ampleur des contributions des pays à la santé mondiale, non seulement en matière de préparation aux pandémies mais aussi concernant les enjeux de santé mondiale plus larges, comme la prévention de la résistance aux antimicrobiens (RAM), l'engagement en matière de coopération internationale concernant le tabac, la réduction des polluants et des déchets, et les restrictions commerciales sur les articles médicaux et relatifs à la santé.

La **Finlande**, la **Suède** et le **Japon** se classent en tête dans la composante « Santé ». Chaque pays atteint un score très élevé en matière de prévention de la RAM et n'a virtuellement imposé aucune restriction sur les fournitures médicales et alimentaires au cours de l'année précédente. La Finlande et le Japon ont également atteint un score très élevé en matière de préparation aux pandémies. L'**Australie** et l'**Arabie Saoudite** complètent le top 5, la première étant devant en matière de préparation aux pandémies et la seconde s'en sortant relativement bien en matière de RAM et s'étant jointe à tous les traités et organismes de santé que nous avons évalués.

Le CDI met en évidence que la plupart des pays ont longtemps ignoré la préparation aux pandémies : seuls 13 pays évalués par le CDI ont rempli une évaluation conjointe externe avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et plus de la moitié n'ont pas mis à jour leurs plans nationaux de lutte contre la grippe pendant plus d'une décennie. De la même manière, presque un quart des pays n'ont pas approuvé de plan d'action national qui reflète les objectifs du plan d'action mondial de l'OMS en matière de RAM. 28 pays supplémentaires n'ont pas atteint l'objectif de l'OMS et le seuil d'immunité collective de 95 pour cent pour la couverture vaccinale contre la rougeole.

### L'UE loin devant la Chine et les États-Unis en matière de développement

Le score des **États-Unis** se base presque uniquement sur les politiques de l'ère Trump. Ils se classent au 22<sup>ème</sup> rang mondial, son meilleur score étant obtenu dans le domaine de la sécurité. Ils se classent parmi les cinq derniers en matière d'environnement et n'obtiennent que des scores moyens sur la plupart des composantes.

La **Chine** accuse un retard sur les États-Unis, en se classant au 36<sup>ème</sup> rang. La Chine se trouve dans la première moitié en matière de technologie (17<sup>ème</sup>), mais elle présente un financement du développement de faible qualité et se classe parmi les cinq derniers en matière de migration et de sécurité.

Les pays de l'**UE** remportent six des dix premières places. Le régime de l'UE en matière de commerce pour le développement est l'un des meilleurs et ses pays ont tendance à apporter plus de financements au développement par rapport à la taille de leur économie. Toutefois, celui-ci ne se concentre pas sur les plus nécessaires et les pays de l'UE s'en sortent moins bien en matière de technologie, les accords commerciaux allant au-delà des normes de l'Organisation mondiale du commerce en limitant les flux de technologie.

## Les économies à revenu intermédiaire jouent des rôles de premier plan

Les politiques dans les principales économies à revenu intermédiaire sont importantes pour le développement des autres pays. Le CDI couvre tous les pays du G20, y compris l'Argentine, le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique, la Russie, l'Afrique du Sud et la Turquie. L'**Afrique du Sud** atteint le rang le plus élevé parmi ce groupe avec ses points en matière de migration, de commerce, de sécurité et de technologie. La **Turquie** atteint un score élevé en matière de financement du développement et de migration, ce qui reflète largement la guerre en Syrie. L'**Inde** se classe au 6<sup>ème</sup> rang en matière d'environnement.

Pour tenir compte de la manière avec laquelle la richesse du pays influe sur sa contribution au développement, nous avons également calculé des scores ajustés aux revenus. Ces derniers examinent les contributions au développement par rapport à ce que nous pouvions attendre des pays en fonction de leur niveau de revenu. Dans ces résultats, la **Suède** se classe également en tête, en faisant bien plus que ce que nous attendions par rapport à son niveau de revenu, mais les autres pays sont descendus dans le classement. Le **Portugal** se classe au 2<sup>ème</sup> rang de notre mesure ajustée au revenu et l'**Afrique du Sud** se classe au 9<sup>ème</sup> rang. La **Tchéquie**, la **Hongrie** et le **Chili** montent également considérablement dans les classements ajustés aux revenus, en se classant aux 10<sup>ème</sup>, 12<sup>ème</sup> et 13<sup>ème</sup> rangs.

## Financement du développement

### Quantité et qualité du financement du développement

Le financement concessionnel représente toujours une part importante de la politique de développement. Pour mesurer la quantité du financement de manière cohérente dans l'ensemble des pays, nous avons mis au point la mesure « Financement du développement international » (FDI). Nous évaluons également la qualité du financement du développement, en tenant compte des contributions apportées par le biais du système multilatéral et des indicateurs bilatéraux évalués selon deux catégories : l'accent mis sur les pays pauvres ou fragiles et les pratiques efficaces.

Le **Luxembourg** arrive en tête de la composante « Financement du développement », avec un bon score à la fois en termes de quantité (le pays fournit un peu moins de 1 % du RNB sous forme de FDI) et de qualité. La **Turquie** fournit quant à elle le montant le plus élevé par rapport à son RNB, et comme la Syrie reçoit la majeure partie de son financement du développement, elle obtient de bons scores en termes de pauvreté et de fragilité. La **Belgique** et l'**Irlande** arrivent en tête pour la sous-composante « Qualité » sur la base de leur forte focalisation sur les pays pauvres et l'**Afrique du Sud** améliore son score relatif à la qualité pour la même raison grâce à son soutien récent apporté au Soudan du Sud.

Les **États-Unis** se trouvent en milieu de tableau en matière de financement du développement, au 18<sup>ème</sup> rang. Le pays fournit le plus important financement du développement en termes absolus, mais il est moins généreux par rapport à la taille de son économie, puisqu'il fournit 0,16 pour cent de son RNB. Le pays médian de l'**UE** que nous avons évalué en fournit presque le double, à savoir 0,35 pour cent.

La **Chine** obtient de mauvais résultats en termes de quantité et de qualité. Les flux financiers en provenance de Chine sont importants mais leur degré de faveur est soit faible soit douteux. La Chine est le bailleur de fonds le moins transparent bien qu'elle se soit récemment engagée à développer un système d'information statistique moderne.

## Échanges

### Investissements

Les investissements directs étrangers représentent la principale source de financement pour de nombreux pays en développement. Le CDI récompense les pays dont les politiques soutiennent les investissements et ceux qui signent des engagements internationaux (notamment de prévention de la corruption et de protection des droits de l'homme), le tout sans nuire à la capacité des pays partenaires à développer des politiques publiques durables. Les pays sont pénalisés lorsqu'ils suivent des politiques permettant une opacité financière, ce qui favorise l'évasion fiscale, le blanchiment d'argent et la corruption, ce qui nuit à la gouvernance et à la sécurité internationale.

La **France**, le **Canada** et le **Royaume-Uni** obtiennent les scores les plus élevés en matière d'investissement. La **France** affiche de fortes performances globales, en particulier en matière de politiques pour limiter l'opacité financière. Le **Canada** atteint le meilleur score en matière de contribution au développement d'accords d'investissements bilatéraux alors que le **Royaume-Uni** atteint un score élevé en matière d'entreprises et droits de l'homme et d'anticorruption. Le **Brésil** est le pays à revenu moyen le mieux classé. La **Belgique** est la juridiction financière la plus transparente, suivie de l'**Espagne** et de l'**Italie**, alors que les **Émirats arabes unis** et les **États-Unis** sont les plus secrets.

### Migration

La mobilité de la main-d'œuvre peut être un puissant outil pour réduire la pauvreté. En partant travailler dans des pays plus riches, les migrants peuvent augmenter leur productivité et percevoir des revenus plus élevés. Ils envoient des milliards de dollars chaque année vers leur pays d'origine, un flux qui dépasse celui de l'aide internationale. Le CDI récompense les pays qui accueillent les migrants des pays plus pauvres, reçoivent un pourcentage élevé de migrants, acceptent les réfugiés, adoptent des politiques judicieuses d'intégration des migrants et adhèrent aux conventions internationales visant à protéger les droits des migrants.

La **Suède** obtient le score global le plus élevé en matière de migration. Par rapport à sa population, elle accueille le deuxième plus grand nombre de réfugiés et atteint le score le plus élevé pour ses politiques d'intégration. La **Turquie** vient au 2<sup>nd</sup> rang en hébergeant le plus grand nombre de réfugiés par rapport à sa population, soit presque 10 fois la moyenne des CDI.

La **Grèce** se classe 5<sup>ème</sup> en matière de migration, gagnant 23 places par rapport au précédent CDI comme les nouvelles données montre le grand nombre de migrants qu'elle accueille. Le **Chili** grimpe de 18 places jusqu'à la 3<sup>ème</sup>, en raison de flux migratoires importants en provenance du Venezuela et d'Haïti.

### Commerce

Le commerce permet aux pays pauvres d'attirer des investissements, de créer des emplois et de réduire la pauvreté. Les grandes économies dominent le commerce mondial, et certains biens et services des pays pauvres sont encore confrontés à des barrières commerciales. Les tarifs douaniers et les subventions créent des conditions de concurrence inégales pour les produits agricoles, tandis que les lourdeurs administratives et les contraintes juridiques rendent les échanges commerciaux plus difficiles pour les pays en développement.

Les **Pays-Bas** obtiennent les meilleurs résultats en matière de commerce grâce à des droits de douane peu élevés et de faibles subventions agricoles, une solide logistique commerciale et une ouverture au commerce des services. L'**Australie** et la **Nouvelle Zélande** se classent 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup>, avec de faibles tarifs douaniers et subventions. L'**Inde**, le **Brésil** et l'**Argentine** ferment la marche de la composante « Commerce » avec des tarifs douaniers élevés après pondération par rapport aux pays plus pauvres, malgré les faibles subventions agricoles du Brésil et de l'Argentine.

# Biens publics mondiaux

## Environnement

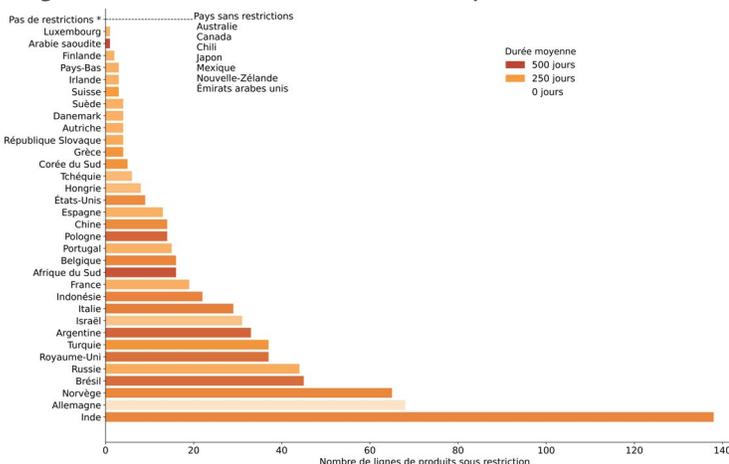
Les pays à revenus élevés sont les principaux responsables du changement climatique, mais ce sont les pays pauvres qui paieront le plus lourd tribut. Ils sont plus exposés géographiquement, ont moins de ressources et de capacités au niveau de l'État pour faire face aux effets et une proportion beaucoup plus importante de leur population dépend de l'environnement pour satisfaire ses besoins journaliers. Le CDI évalue les pays selon plusieurs critères : la faiblesse de leurs émissions de gaz à effet de serre, leur niveau de production et les subventions dont font l'objet les combustibles fossiles, le degré de tarification des émissions de carbone, s'ils évitent les subventions en faveur du secteur de la pêche, mais également pour ce qui est de la ratification, ou non, des traités environnementaux.

Dans l'ensemble, les émissions nettes par habitant dans les pays évalués par le CDI ont continué d'augmenter dans les données les plus récentes, passant de 7,86 à 7,93 tonnes. Les émissions directes de l'**Inde** ont légèrement augmenté, mais aussi bien les directes que les nettes (ajustées pour l'utilisation des terres et le commerce) étaient les plus faibles de tous les pays à 2,3 et 2,1 tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> par habitant, respectivement. Malgré la hausse des émissions globales de CO<sub>2</sub>, 29 pays évalués par le CDI ont abaissé leurs émissions directes par habitant dans les données les plus récentes. Les mesures d'incitation autour des combustibles fossiles se sont également dégradées. Les subventions directes dont font l'objet la production et la consommation de combustibles fossiles sont passées d'une moyenne de 0,72 à 0,78 pour cent du RNB. Le **Chili** représentait le plus petit pourvoyeur de subventions, avec pratiquement aucune subvention pour le charbon, le pétrole, le gaz et l'électricité. Le prix moyen du carbone parmi les pays évalués par le CDI a chuté d'un coût supplémentaire de 10,75 \$ à 10,08 \$ par tonne de CO<sub>2</sub> émis.

## Santé

La pandémie de la COVID-19 a mis nettement en évidence la nature transfrontalière des flambées épidémiques, les répercussions des décisions de politique intérieure et la nécessité d'une collaboration internationale. Les politiques « en temps de paix » comptent toutefois également. Les risques posés par la croissance de la résistance antimicrobienne menacent de nombreuses vies au-delà des frontières nationales. Le CDI récompense les pays de leurs efforts à prévenir les maladies, y compris par la vaccination, la préparation aux pandémies et la gestion des antimicrobiens. Les pays sont pénalisés en cas de restriction des exportations d'articles médicaux et d'aliments et en cas non mise en œuvre de normes élevées dans le commerce du tabac.

Figure 2. Restrictions des aliments et des produits de santé



La **Finlande**, la **Suède** et le **Japon** se classent en tête dans la composante « Santé ». Conjointement avec l'**Australie**, la **Nouvelle Zélande**, le **Canada**, le **Chili**, le **Mexique** et les **Émirats arabes unis**, ils ont tendance à éviter les restrictions à l'exportation sur les principaux aliments et produits de santé.

Parallèlement, la **France** et le **Royaume-Uni** ont les réglementations les plus strictes en matière de commerce international du tabac.

## Sécurité

La sécurité et le développement sont étroitement liés. La guerre et la violence politique peuvent détruire les moyens de subsistance et les institutions publiques, tandis que la pauvreté et la faiblesse des institutions favorisent l'éruption de la violence. Le CDI récompense les pays qui contribuent aux opérations de maintien de la paix et aux interventions humanitaires, qui positionnent des flottes militaires pour sécuriser les voies maritimes et qui participent aux systèmes de sécurité internationaux encourageant la non-prolifération de l'armement, le désarmement et l'État de droit international. Le CDI pénalise les pays qui exportent des armes, en particulier à destination des régimes non démocratiques, et qui omettent de publier des données sur le commerce d'armes.

Le **Royaume-Uni** est le chef de file en matière de sécurité en tant que contributeur important à la protection des voies maritimes et aux opérations internationales de maintien de la paix. La **Slovaquie** se classe au deuxième rang en matière de soutien au maintien de la paix par rapport à la taille de son économie. En sixième position, les **États-Unis** fournissent la plus grande part de leur RNB à la protection des voies maritimes internationales.

Les **Émirats arabes unis**, **Israël** et la **Russie** occupent les dernières places en matière de sécurité. **Israël** et les **Émirats arabes unis** exportent chacun des armes pour une valeur représentant plus de 1 pour cent de leurs RNB. Les **Émirats arabes unis**, suivis de près par la **Chine**, arrivent en queue de peloton, dans la mesure où ces deux nations envoient la plus grande part de leurs armes aux pays pauvres, antidémocratiques et militaires.

## Technologie

La technologie est essentielle au développement économique et humain. Les progrès réalisés dans le domaine de la médecine, des technologies de l'information et de la communication, les énergies renouvelables et les technologies agricoles contribuent à améliorer la qualité de vie dans le monde entier. Le CDI récompense les politiques stimulant la création de technologies et favorisant les flux internationaux de connaissances.

L'**Australie**, la **Corée du Sud** et le **Luxembourg** sont les plus performants en matière de technologie. En matière de création de technologies, la **Corée du Sud** et le **Luxembourg** atteignent des scores élevés en donnant d'importantes allocations budgétaires publiques à la R&D alors que la **France** obtient le meilleur score en offrant des incitations fiscales à la R&D privée.

Concernant les transferts de technologie, le **Luxembourg** et l'**Australie** acceptent le nombre le plus important d'étudiants étrangers lorsqu'il est pondéré par le niveau de pauvreté du pays d'origine. Dans l'indicateur mesurant les efforts par les chercheurs d'un pays à co-écrire des publications avec des partenaires dans des pays en voie de développement, l'**Arabie Saoudite**, l'**Afrique du Sud** et les **Émirats arabes unis** arrivent en premier.

En ce qui concerne les droits de propriété intellectuelle, les pays en dehors de l'OCDE, notamment la **Chine**, l'**Indonésie** et l'**Arabie Saoudite**, mènent la danse en n'exigeant pas de leurs homologues qu'ils acceptent des droits de propriété intellectuelle plus stricts que ceux déjà intégrés dans les règles de l'Organisation mondiale du commerce.

# INDICE DE L'ENGAGEMENT POUR LE DÉVELOPPEMENT



FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT	Quantité Qualité	FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT
<b>INVESTISSEMENTS</b>	Opacité financière Entreprises et droits de l'homme Ressources naturelles Lutte contre la corruption Accords d'investissements	ÉCHANGES
<b>MIGRATION</b>	Afflux de migrants Femmes immigrées Accueil des réfugiés Conventions internationales sur les migrations Politiques d'intégration	
<b>COMMERCE</b>	Moyenne tarifaire Pics tarifaires Subventions agricoles Logistique commerciale Restrictions sur le commerce des services	
<b>ENVIRONNEMENT</b>	Émissions de gaz à effet de serre Production de combustibles fossiles Soutien aux combustibles fossiles Tarification du carbone Subventions au secteur de la pêche Conventions internationales sur l'environnement	BIENS PUBLICS MONDIAUX
<b>SANTÉ</b>	Résistance antimicrobienne Couverture vaccinale Préparation aux pandémies Traitements Restrictions à l'exportation sur les aliments et la santé Chaînes d'approvisionnement du tabac	
<b>SÉCURITÉ</b>	Contributions au maintien de la paix Femmes Casques bleus Protection des voies maritimes Commerce des armes Conventions internationales sur la sécurité	
<b>TECHNOLOGIE</b>	Soutien du gouvernement Avantages fiscaux Étudiants étrangers Étudiantes Collaboration en matière de recherche Droits de propriété intellectuelle	

Chacune des composantes est fondée sur une série d'indicateurs de l'efficacité des politiques, lesquels sont normalisés et pondérés en fonction de leur importance pour le développement.

Pays	Rang global	FINANCEMENT	ÉCHANGES			BIENS PUBLICS MONDIAUX				Rang ajusté au revenu
		Financement	Investissements	Migration	Commerce	Environnement	Santé	Sécurité	Technologie	
Suède	1	3	4	1	4	1	2	11	18	1
France	2	16	1	18	12	2	16	13	5	3
Norvège	3	2	9	4	32	17	12	10	9	27
Australie	4	27	11	19	2	35	4	15	1	11
Royaume-Uni	5	6	3	26	6	10	20	1	20	4
Pays-Bas	6	7	18	13	1	11	7	16	24	8
Allemagne	7	12	6	6	5	14	10	20	19	5
Finlande	8	11	12	16	7	29	1	8	25	7
Canada	9	15	2	10	18	36	6	21	6	6
Danemark	10	5	19	24	9	9	9	7	22	23
Autriche	11	21	14	14	14	13	21	5	7	17
Portugal	12	18	16	9	19	3	15	9	14	2
Suisse	13	13	15	12	24	18	8	23	11	35
Luxembourg	14	1	29	7	20	38	13	27	3	34
Nouvelle-Zélande	15	36	22	8	3	28	24	19	4	15
Belgique	16	9	10	11	16	30	18	25	16	20
Japon	17	24	13	28	8	25	3	26	13	18
Irlande	18	8	8	21	26	16	26	3	32	29
Italie	19	17	5	15	17	12	34	18	31	19
Espagne	20	23	7	17	13	4	31	22	34	14
Tchéquie	21	26	25	32	15	19	22	12	15	10
États-Unis	22	20	24	20	10	37	17	6	29	38
République Slovaque	23	25	26	38	22	8	11	2	35	16
Corée du Sud	24	30	31	23	35	26	23	28	2	24
Hongrie	25	32	27	33	23	7	19	4	30	12
Chili	26	35	28	3	11	5	33	34	36	13
Grèce	27	22	17	5	28	15	37	17	38	21
Afrique du Sud	28	19	30	22	31	31	35	14	8	9
Turquie	29	4	37	2	37	32	32	31	39	22
Pologne	30	28	32	34	27	21	38	24	37	28
Brésil	31	31	21	25	39	20	40	29	23	26
Arabie saoudite	32	14	39	35	30	39	5	37	10	32
Indonésie	33	29	34	39	36	23	25	30	28	25
Mexique	34	37	23	31	34	24	29	32	40	30
Israël	35	40	20	27	25	33	30	39	21	39
Chine	36	38	35	40	29	22	27	36	17	31
Russie	37	33	38	36	33	34	28	38	12	33
Argentine	38	34	36	29	38	27	36	33	26	36
Émirats arabes unis	39	10	40	30	21	40	14	40	27	40
Inde	40	39	33	37	40	6	39	35	33	37

## À propos du CDI

L'Indice de l'engagement pour le développement est compilé chaque année depuis 2003 par le Center for Global Development (CGD). Le CGD œuvre à réduire la pauvreté mondiale et à améliorer les conditions de vie par le biais de recherches économiques novatrices qui promeuvent de meilleures politiques et pratiques de la part des décideurs mondiaux de premier plan. Ian Mitchell dirige les activités du CDI, avec une contribution majeure de Lee Robinson, Beata Cichocka, Sam Hughes et Euan Ritchie. Le CDI 2021 s'appuie sur les travaux des éditions précédentes d'Anita Käppeli, Owen Barder et David Roodman. Le CDI bénéficie du soutien financier du programme de développement efficace du CGD Europe, notamment les contributions des gouvernements de l'Australie, du Canada, de l'Allemagne, du Luxembourg et de la Suède. Le CDI ne reflète pas la position officielle des bailleurs de fonds. Les auteurs sont responsables de toutes les décisions méthodologiques et des informations et opinions exprimées dans le présent document.



[www.cgdev.org](http://www.cgdev.org)

*Ce travail est mis à disposition conformément aux modalités de la licence d'attribution non commerciale Creative Commons 4.0.*